Fabienne Fischer: "La transition environnementale doit être une évidence économique"

31.05.2022, La Matinale, 7h

4-5 minutes

Après une année au Conseil d'Etat genevois, Fabienne Fischer (Les Verts) tire un premier bilan positif à la tête du Département de l'économie et de l'emploi. Elle reste persuadée que la transition énergétique et environnementale n'est pas seulement une évidence scientifique, mais aussi une évidence économique.

Succéder à Pierre Maudet à la tête du Département de l'économie et de l'emploi n'a pas été une mince affaire pour la Verte Fabienne Fischer. Surtout qu'elle est la première élue de gauche depuis des décennies, et qui plus est écologiste, à occuper cette place.

Mais après une année au Conseil d'Etat genevois, elle tire un premier bilan plutôt positif, même si beaucoup de choses restent à faire en matière de promotion économique du canton. Une promotion qu'elle souhaite encore plus verte, plus durable et plus locale.

"Le tissu économique genevois est composé très largement de petites et moyennes entreprises et elles ont beaucoup de défis dont celui de la transition énergétique et écologique. Aujourd'hui, il s'agit de les aider à prendre ce tournant", indique-t-elle au micro de La Matinale mardi. Pour elle, "la transition énergétique et environnementale, ce n'est pas seulement une évidence scientifique", ça doit aussi être maintenant "une évidence économique".

Offrir des conditions-cadres

Mais après son élection au Conseil d'Etat en avril 2021, il a d'abord fallu faire ses preuves. "J'ai commencé par écouter et comprendre ce qui se faisait dans la promotion économique du canton. J'ai ensuite proposé mes orientations que le Conseil d'Etat a suivies. Et maintenant l'heure est à l'action", se félicite-t-elle.

Avant d'ajouter non sans fierté: "Pour la première fois, la promotion économique dispose d'un budget essentiellement tourné vers les entreprises genevoises. Le premier programme vient de démarrer. Il y a dix jours, nous avons lancé un appel aux PME genevoises qui peuvent s'inscrire pour bénéficier de soutien, d'expertise de consultants pour entreprendre le premier 'diagnostic-action' qui leur permet de voir ce qu'elles peuvent faire concrètement dans leur activité pour prendre un certain nombre de tournants environnementaux, réduire leurs factures énergétiques, etc."

Et le rôle de l'Etat sur ce plan est d'offrir des conditions-cadres pour encourager ce changement, poursuit-elle. "Aujourd'hui, la condition-cadre importante est de permettre à notre tissu économique d'être résilient, d'augmenter sa capacité d'auto-production, notamment en matière énergétique mais aussi de souveraineté alimentaire et de souveraineté en matière numérique."

Pénurie de personnel qualifié

En parallèle, un autre défi de taille attend la nouvelle cheffe de l'Economie et de l'Emploi durant l'année qui vient: la pénurie de personnel qualifié. Pour elle, la formation permettrait de résoudre, au moins en partie, ce problème qui se pose non seulement au niveau cantonal, mais également au niveau suisse. Sur cette question, l'élue écologiste propose notamment de permettre aux personnes bénéficiant de l'assurance chômage de suivre des formations et de se perfectionner.

"Pour l'instant, on vous demande de tout faire pour trouver le premier travail venu. Or la période du chômage, c'est une période durant laquelle on doit pouvoir se former, se former en emploi pour garder sa proximité avec le marché du travail, mais on doit pouvoir se former dans une profession qui permet d'atteindre une qualification dans un secteur dont on sait qu'il fait l'objet d'une pénurie", explique-t-elle.

Propos recueillis par David Berger

Adaptation web par Fabien Grenon



Mention de Vincent Subilia, directeur de la CCIG entre 7:05 - 10:50.